



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
19 mai 2010
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2010

21 juin-2 juillet 2010, Genève

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme
de pays pour le Pakistan (2011-2012)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2-9	2
II. Coopération antérieure et enseignements tirés	10-18	3
III. Programme proposé.	19-29	5
IV. Gestion, suivi et évaluation du Programme.	30-32	7
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Pakistan (2011-2012)		8



I. Analyse de la situation

1. Le descriptif de programme de pays pour le Pakistan portant sur la période 2011-2012 a pour objectif de répondre aux défis actuels comme aux objectifs de développement à long terme. Il a été élaboré en consultation avec le Gouvernement et les partenaires de développement, et correspond aux priorités nationales de développement posées dans le Document de Stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté (DSRP II) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Il tient compte des nouvelles priorités du Gouvernement, des stratégies adoptées par les Nations Unies pour faire face à la crise humanitaire qui sévit dans la province frontière du nord-ouest et les zones tribales sous administration fédérale, et vise à orienter les programmes du PNUD de façon qu'ils traduisent mieux les priorités identifiées dans le Plan humanitaire d'urgence du Pakistan et l'Évaluation des besoins en situations postconflituelles.

2. Le Pakistan est passé d'un régime militaire à un régime civil démocratique en 2008. Il continue cependant à faire face à de nombreux défis, notamment les pénuries d'énergie et d'eau, l'insécurité alimentaire grandissante pour les pauvres et l'intensification des activités terroristes, ce qui a amené le Gouvernement à prendre des mesures répressives d'envergure et entraîné le déplacement de plus de 2 millions de personnes en 2009, ouvrant ainsi une crise humanitaire grave. Le coût de cette situation pour le Pakistan a été extrêmement élevé tant en vies humaines qu'en répercussions économiques négatives.

3. Depuis 2008, l'économie du Pakistan a été confrontée à l'instabilité macroéconomique, à la compression des dépenses publiques et aux faiblesses des comptes extérieurs. En termes réels, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est tombée de 7 % à seulement 2 % en 2008-2009, et n'atteindra vraisemblablement que 5 % d'ici à 2012-2013. L'économie a commencé à se stabiliser mais la crise financière mondiale a exacerbé les tendances négatives. Le renflouement du Fonds monétaire international (FMI), à hauteur de 7,6 milliards de dollars des États-Unis, a bien permis de stabiliser les comptes extérieurs mais a contraint le Gouvernement à éliminer progressivement les subventions et à resserrer les politiques monétaires et fiscales. Certaines de ces mesures ont alimenté l'inflation, qui a encore été aggravée par la hausse du prix des aliments et des carburants. La pauvreté augmente, les inégalités se creusent, et le pourcentage de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté s'est élevé de 23 % en 2007 à 30 % en 2008-2009. L'insécurité alimentaire s'est intensifiée et affecte près de 45 millions de personnes, pour la plupart en zone rurale; il y a tout lieu de penser que les ménages, qui consacrent 70 % de leurs revenus à l'alimentation, seront appelés à réduire considérablement les budgets essentiels qui auraient dû être consacrés à la santé et à l'éducation¹.

4. Le Pakistan doit surmonter plusieurs difficultés auxquelles il se heurte sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour un large segment de la population, les femmes et les fillettes notamment, la situation sur le plan de la santé et les conditions sanitaires sont toujours préoccupantes. Les progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes et de réduction de la mortalité maternelle doivent être intensifiés. Près d'un enfant sur 10 meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans; 10 millions d'enfants ou presque ne sont pas scolarisés et la moitié de la population adulte, représentant 64 % de femmes et 36 % d'hommes en 2004-2005, est analphabète. En outre, le Pakistan, dont les glaciers des zones montagneuses du nord fondent et dont les plaines et les zones côtières sont exposées

¹ Rapport de la mission d'évaluation interinstitutions des Nations Unies, 2008.

aux sécheresses et aux cyclones, est vulnérable aux effets des changements climatiques, causes de déboisement et de pertes de productivité agricole. Selon l'Évaluation stratégique de l'environnement 2007 pour le Pakistan, la dégradation de l'environnement coûte au pays 6 % au moins du PIB chaque année (4,5 milliards de dollars). Le tremblement de terre tragique d'octobre 2005, qui a entraîné la mort de 75 000 personnes, et les opérations massives de secours et de relèvement auxquelles il a donné lieu, ont offert des enseignements d'importance.

5. Le Gouvernement a entrepris une action vigoureuse pour faire face aux défaillances et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Ainsi, en 2008, il a lancé le Programme Benazir d'appui aux revenus doté d'une première allocation de 425 millions de dollars. Pour l'exercice fiscal en cours, les fonds alloués (à hauteur de près de 875 millions de dollars) offrent une assistance en espèces à cinq millions de familles, soit près de 15 % de la population totale, et couvrent 14 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Au cours des deux dernières années, le Gouvernement a adopté des mesures concrètes pour remédier aux inégalités entre les sexes, dont la loi de 2008 sur la protection des femmes (dans le cadre d'un amendement de la loi pénale) et la loi de 2010 sur la protection des femmes contre le harcèlement sur le lieu de travail. La mise en application de ces lois toutefois nécessite que l'on s'attache sans relâche à faire œuvre de sensibilisation aux droits de la femme et au renforcement de l'autonomisation. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement exigera un redoublement d'efforts, en raison notamment du climat d'insécurité qui pourra compromettre les gains obtenus en matière de développement humain.

II. Coopération antérieure et enseignements tirés

6. Le programme de pays précédent s'attachait au renforcement des capacités, une attention particulière étant accordée aux capacités institutionnelles des administrations et collectivités locales, à l'accès à la justice et aux droits de l'homme, à un système de gestion des catastrophes et des crises et à la promotion de politiques inclusives. Des réalisations notables ont été enregistrées, et le PNUD a fait la preuve de son avantage comparatif dans le domaine des politiques en faveur des pauvres et de l'intégration sexospécifique. L'appui à la mobilisation des collectivités a entraîné la constitution de conseils communautaires de citoyens et l'introduction d'approches de type participatif du développement local. Le soutien dont les élections ont bénéficié grâce à la création de systèmes d'information technologiques et à la formation systématique d'agents électoraux a renforcé les moyens de la Commission électorale. Le PNUD a également joué un rôle de direction et de coordination dans la situation qui a fait suite au séisme de 2005 et fourni un appui destiné à renforcer les institutions chargées de gérer les risques liés aux catastrophes.

7. En dépit de ces réalisations, les évaluations du programme de pays montrent qu'il est nécessaire de prendre des dispositions accélérées en vue de fournir une assistance humanitaire et font ressortir les lacunes du suivi fondé sur les résultats, le fait que la question de la pauvreté ne se voit pas conférer un rang de priorité suffisamment élevé, alors qu'elle est l'enjeu essentiel du DRSP II, et la nécessité d'adopter une approche-programme pour l'appui à la sexospécificité. Les évaluations préconisent par ailleurs une appropriation nationale renforcée, la cohérence des programmes, l'établissement des priorités stratégiques, l'orientation sur les résultats et l'intégration effective des questions transversales.

8. L'actuel programme de pays s'appuie sur ces enseignements, notamment les bases posées au cours de la crise humanitaire et de la phase pilote des programmes communs du système des Nations Unies. Le PNUD renforcera la cohérence et l'axe de ses programmes, qu'il alignera sur les priorités stratégiques nationales, les nouvelles priorités qui apparaissent dans les zones de conflit, et les objectifs de développement humain à long terme au titre du programme « Unité d'action des Nations Unies » et du PNUAD. Les programmes portant sur la gouvernance locale et la mise en valeur des moyens d'existence qui visent les groupes les plus vulnérables dans les zones de conflit, conformément au Plan humanitaire d'urgence du Pakistan 2010 et à l'Évaluation des besoins en situations postconflituelles, bénéficieront également d'un appui.

9. La remontée de la pauvreté et les indicateurs du Millénaire pour le développement pour le pays soulignent également l'équilibre difficile qui doit être établi entre l'accent mis sur les zones frappées par la crise et la nécessité d'intervenir au plus tôt pour appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre du dernier plan quinquennal de manière à ce que les objectifs du Millénaire pour le développement puissent être réalisés d'ici à 2015. Les priorités stratégiques définies dans l'Évaluation des besoins en situations postconflituelles offriront un cadre important aux domaines d'intervention du PNUD prévus dans l'actuel programme biennal de pays.

III. Programme proposé

10. Le programme proposé est solidement ancré dans le PNUAD et le Programme « Unité d'action des Nations Unies » 2009-2012, et est conçu pour appuyer la mise en œuvre du Document de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté II (DSRP II), le Plan humanitaire d'urgence du Pakistan 2010 et l'Évaluation des besoins en situations postconflituelles. Afin de réaliser la viabilité et de renforcer l'impact, le PNUD s'efforcera de promouvoir l'appropriation nationale et d'améliorer la cohérence stratégique de ses interventions au titre du programme ainsi que les complémentarités avec des programmes similaires qu'entreprendraient d'autres donateurs. Le programme proposé s'inspire de trois des cinq programmes communs des Nations Unies auxquels le PNUD apporte son appui au titre du Programme « Unité d'action des Nations Unies », soit : l'agriculture, le développement rural et la réduction de la pauvreté; la gestion des risques liés aux catastrophes; et un cadre environnemental qui assure les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'engagement de la société civile et l'appui aux réfugiés en tant que questions transversales.

11. Globalement, la stratégie implique une triple démarche : a) l'application à plus grande échelle et l'élargissement des interventions en matière humanitaire et de relèvement en faisant fond sur les capacités techniques en place, en passant graduellement aux étapes suivantes de la situation postconflituelle et en s'attachant aux moyens de subsistance et au renforcement des capacités des institutions et des homologues nationaux; b) le traitement des causes profondes de la crise en améliorant l'accès aux services publics et en élargissant les possibilistes de subsistance; et c) le renforcement sur une base continue de la gouvernance aux niveaux national et local ainsi que des capacités des institutions juridiques, en veillant à ce qu'une attention spéciale soit accordée aux préoccupations liées à l'égalité entre les sexes et à l'intégration de l'aspect sexospécifique dans toutes les interventions.

12. L'égalité entre les sexes et la mise en valeur des capacités sont des questions transversales qui seront intégrées à tous les aspects du programme et qui seront suivies de près. Le programme de pays est axé sur les programmes essentiels que sont la réduction de la pauvreté et des conditions de vie difficiles, la protection des droits, la prévention des crises et la promotion de la cohésion sociale au sein de la population, et s'attachera avant tout aux femmes et aux groupes vulnérables. Aux niveaux des politiques et des institutions, le PNUD axera ses interventions sur le plaidoyer, les conseils et le renforcement des moyens de suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des politiques en faveur des démunis à différents niveaux des pouvoirs publics. En ce qui concerne la province frontière du nord-ouest et les zones tribales sous administration fédérale touchées par la crise, le PNUD contribuera au relèvement rapide, au renforcement de l'état de droit et à la consolidation de la paix.

Réduction de la pauvreté fondée sur les objectifs du Millénaire pour le développement

13. En 2004, le PNUD a lancé une initiative d'appui aux politiques privilégiant les démunis en élaborant une stratégie de réduction de la pauvreté, en établissant le coût des objectifs du Millénaire pour le développement et en mettant au point un système de contrôle permettant de suivre les dépenses et leurs résultats aux niveaux national et provincial. Fort de cette expérience, son appui à la réduction de la pauvreté s'effectuera à deux niveaux : le niveau de la prise de décisions et le niveau communautaire. Au niveau de la prise de décisions, le PNUD recherchera la cohérence entre le cadre national et le cadre provincial de la prise de décisions de manière à hiérarchiser les priorités à l'ordre du jour du développement, allouer les fonds et harmoniser le système de suivi de la pauvreté et des résultats des politiques. Il sera essentiel de fixer des objectifs en matière de pauvreté et de sexospécificité, d'édifier un consensus relatif aux indicateurs de la pauvreté et de renforcer les capacités affectées aux recherches et à la collecte des données portant sur la pauvreté aux niveaux national et provincial de manière à concentrer des ressources publiques limitées sur les zones les plus pauvres du pays.

14. Au niveau communautaire, le programme de réduction de la pauvreté du PNUD visera systématiquement les zones les plus pauvres, s'efforcera de créer des sources de revenus et reconstituera les moyens d'existence afin de réduire la pauvreté, fondée sur les revenus ou non, l'accent étant surtout mis sur les femmes et les groupes vulnérables. Le traitement de la pauvreté fondée sur les revenus passera par le renforcement des capacités des institutions et des collectivités en vue de la mobilisation sociale et l'adoption de technologies appropriées en matière d'agriculture, d'élevage et de systèmes de gestion de l'eau, qui soient adaptées aux régions arides et semi-arides du Pakistan.

15. Dans les zones affectées par la crise, le PNUD mettra en œuvre une multiplicité de mécanismes de transferts de fonds, subordonnés à certaines conditions et collaborera avec des initiatives gouvernementales en place ou nouvelles pour rétablir les revenus perdus, constituer des avoirs et reconstituer les moyens de subsistance. Il sera nécessaire de mettre en place des mécanismes visant à atteindre les foyers ayant une femme à leur tête pour faire face aux vulnérabilités et aux inégalités fondées sur le sexe.

Relèvement rapide et prévention des crises

16. En collaboration avec l'Autorité provinciale de secours, de relèvement et d'établissement et d'autres partenaires, le PNUD a élaboré un programme de trois ans visant à appuyer le relèvement après la crise, la consolidation de la paix, la gouvernance et l'état de droit. Son objectif est double : appuyer le retour durable des personnes déplacées grâce à des activités ciblées visant au relèvement rapide, et aider le pays à faire face aux causes structurelles de la crise par des interventions visant la gouvernance et la consolidation de la paix, l'accent étant mis sur les femmes et les groupes vulnérables. Pour atteindre ces objectifs, les interventions seront organisées autour de quatre axes, soit : a) le renforcement des capacités de coordination des activités liées au relèvement rapide; b) l'appui aux moyens de subsistance durables et au relèvement économique local; c) la consolidation de la paix et la cohésion sociale; et d) le renforcement de la gouvernance et de l'état de droit au niveau local. En tant qu'organisme chef de file du Module relatif au relèvement communautaire, le PNUD facilite la coordination des activités liées au relèvement rapide au niveau des administrations locales et des collectivités affectées, compte tenu notamment des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables, dans les domaines de la gouvernance, des moyens de subsistance, de la cohésion sociale, de l'environnement et des infrastructures de base. Il apportera également un soutien à une composante du programme portant sur les régions touchées par la présence de réfugiés et les zones d'accueil de réfugiés, qui vise à relever les collectivités affectées par l'impact de la crise afghane antérieure, aggravée par la récente crise humanitaire. Le passage des activités de secours à la réduction et la prévention des risques exigera que l'on renforce les capacités d'alerte rapide, de préparation aux catastrophes et d'élaboration de stratégies de gestion des catastrophes. Le renforcement de ces capacités s'étendra aux organismes publics, aux collectivités et aux organisations qui se spécialisent dans la gestion des crises.

Gouvernance réactive et sans exclusion

17. Pour tenir ses objectifs stratégiques en matière de développement économique et social, le Pakistan devra être en mesure de combler les lacunes de la gouvernance en adoptant des politiques et pratiques saines de gouvernance, qui améliorent l'efficacité, la responsabilisation et la réactivité des institutions de l'État. Il sera tout aussi essentiel d'introduire des politiques et des mesures de gouvernance qui soient sensibles aux besoins et attentes de la population et y répondent. Les interventions du PNUD en la matière porteront sur les domaines suivants : a) le renforcement des principales institutions de représentation, de participation et de responsabilisation; b) la mise en valeur des capacités du secteur public à tous les niveaux; et c) l'appui aux mécanismes par le biais desquels les citoyens formulent leurs demandes, qui leur ouvrent l'accès aux services et les mettent en mesure de protéger leurs droits. Les interventions portant sur la gouvernance appuieront selon que de besoin l'établissement de programmes sensibles aux situations conflictuelles et favoriseraient l'état de droit, la sécurité et la consolidation de la paix dans le cadre de la phase de consolidation de la paix après les situations de crise. Compte tenu du fait que l'absence d'état de droit a été l'un des principaux déclencheurs de la crise, le PNUD prépare actuellement une initiative d'ensemble en matière de justice et de sécurité pour la Division de Malakand (et, à terme, d'autres régions de la province frontière du nord-ouest du Pakistan) pour aider le Gouvernement et les collectivités à rétablir l'état de droit grâce à des interventions communautaires.

Renforcement de la gouvernance environnementale

18. L'action du Pakistan face à la dégradation croissante de l'environnement dépend largement de capacités techniques et institutionnelles renforcées pour mettre en œuvre les politiques nationales de l'environnement et de l'énergie. Le PNUD a fourni une assistance importante à l'établissement de politiques et de solutions pratiques devant déboucher sur une meilleure gestion de l'environnement, et s'attachera à assurer la cohérence de ces actions en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies. Les capacités des institutions nationales et des organisations de la société civile seront développées de manière à permettre la mise en place de cadres réglementaires grâce à des interventions de niveau communautaire. De telles interventions contribueront à la réalisation des objectifs nationaux correspondant aux objectifs du Millénaire pour le développement et permettront au Pakistan de donner suite aux engagements qui lui incombent en vertu de divers conventions et protocoles. Les organismes chargés des questions d'environnement aux niveaux fédéral et provincial seront rétablis de manière à ce que l'environnement et les changements climatiques soient pris en compte dans les plans et programmes nationaux de développement. L'adoption des meilleures pratiques reconnues dans la gestion intégrée des ressources naturelles sera intensifiée dans le cadre des collectivités locales pour diverses écorégions du pays.

IV. Gestion, suivi et évaluation du Programme

19. Le programme de pays sera exécuté au niveau national sous l'égide d'ensemble du Gouvernement du Pakistan tandis que le processus de réforme « Unité d'action des Nations Unies » fournira le cadre stratégique de sa gestion. Le PNUD demeurera l'organisme chef de file et de coordination pour certains programmes communs et, avec le Gouvernement, jouera un rôle décisif dans la mise en œuvre de l'approche harmonisée des transferts monétaires. Il travaillera avec la Division des affaires économiques, les organismes des Nations unies et les partenaires d'exécution au suivi des projets tant au niveau des produits qu'au niveau des résultats en utilisant le cadre de suivi et d'évaluation du Programme commun et du PNUAD et sa propre politique d'évaluation. L'audit de la modalité d'exécution nationale viendra appuyer les fonctions d'évaluation et de suivi.

20. L'examen du programme de pays et les évaluations des résultats seront effectués chaque année; l'évaluation des résultats des activités de développement aura lieu en 2012. Dans les cas où les données de départ font défaut, le PNUD et le Gouvernement procéderont à une étude de référence comportant des données ventilées par sexe et par âge ainsi qu'à des évaluations d'impact selon que de besoin. Les évaluations des risques de sécurité se dérouleront tout au long du cycle du programme et contribueront à l'inventaire des risques et aux stratégies d'atténuation. Afin d'assurer un suivi efficace du programme de pays, il sera établi un comité composé de toutes les principales parties prenantes, qui sera chargé de suivre les progrès réalisés par le programme de pays sur la base du plan d'évaluation du descriptif de programme de pays. Le PNUD appuiera les systèmes de suivi et d'évaluation nationaux relatifs à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'aide de données ventilées par sexe et par district, et ce dans le but d'améliorer la gestion axée sur les résultats.

21. Les partenariats existants au titre du Programme « Unité d'action des Nations Unies » seront approfondis. Des partenariats seront établis avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les organisations non gouvernementales, nationales et internationales, pour améliorer les approches de développement sur le long terme et conduites par le pays, qui encouragent la mise en place d'institutions nationales durables. Ces partenariats s'attacheront particulièrement à des programmes qui visent à renforcer les capacités au niveau local et traitent de l'égalité entre les sexes et de l'extrême pauvreté. Le programme de pays comptera sur un partenariat étroit avec le Gouvernement et les donateurs pour mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Pakistan (2011-2012)

Priorité/objectif nationaux : Établir un système économique juste et viable en vue de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des objectifs pour le Millénaire pour le développement ^a					
Composante du Programme	Résultats, indicateurs, données de base et cibles du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de produits, données de base et cibles	Rôle des partenaires	Montant indicatif des ressources par objectif (en milliers de dollars É.-U.)
Programme commun Agriculture, développement rural et réduction de la pauvreté de l'Initiative Unité d'action des Nations Unies	<p>Indicateurs : Les capacités nationales d'élaborer, de suivre et de mettre en application des politiques et programmes en faveur des pauvres aux niveaux national et local en vue de contribuer à la réduction des inégalités sociales et économiques, au relèvement en temps opportun des effets de la crise et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont renforcées</p> <p>Indicateurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les structures et processus décentralisés de planification, de recherche et de suivi en matière de pauvreté sont sous-tendus par les objectifs du Millénaire pour le développement 2. Accès élargi aux besoins et protections de base compte tenu de la crise actuelle; 3. Augmentation du revenu des femmes et des hommes et accès des pauvres notamment les femmes aux avoirs productifs; 4. Cohésion et concordance sociales chez les pauvres encouragée grâce à des systèmes décentralisés de protection et de résolution des différends 	<p>Produit 1 : Les structures et processus liés aux politiques en faveur des pauvres et reposant sur les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que les capacités de planification, recherche et suivi sont renforcés</p> <p>Produit 2 : Nombre de recommandations politiques élaborées et présentées en vue de la réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en promouvant la cohésion sociale</p>	<p>Indicateurs : 1. Établissement de cartes de la pauvreté en participation; 2. DRSP II finalisé et diffusé; 3. Analyse de la pauvreté et de l'impact social dans l'un des secteurs économiques mentionnés dans le DRSP II</p> <p>Données de base : Établissement de cartes centralisées de la pauvreté – DRSP II établi mais pas encore diffusé officiellement</p> <p>Cibles : 1. Cartes de la pauvreté établies en participation dans les districts retenus à l'aide de données désagrégées par sexe; 2. Avec l'appui du PNUD, le DRSP II est finalisé et diffusé accompagné de données désagrégées par sexe; 3. L'analyse de la pauvreté et de l'impact social dans l'un des secteurs économiques mentionnés dans le DRSP II est achevée.</p> <p>Indicateurs : 1. Amélioration des capacités des hommes et des femmes de gagner leur vie; 2. Création d'avoirs productifs en faveur des pauvres; 3. Personnel de la police sensibilisé à l'action à prendre en cas de conflits liés à des femmes; 4. Collectivités dotées des moyens de promouvoir la cohésion et la concordance sociales.</p> <p>Données de base : Compétences fondées sur le marché insuffisantes, particulièrement chez les pauvres. Plus de 180 000 hectares de sols salés et engorgés d'eau dans les districts visés. Absence de modules de formation prenant en compte la problématique hommes-femmes dans les programmes de formation de la police. Accès limité des pauvres et des femmes vulnérables aux facilités de crédit.</p>	Division des affaires économiques, Division de la planification et du développement du Ministère des administrations locales	<p>Ressources ordinaires : 6 500</p> <p>Autres ressources : 20 000</p>

^a Cadre de développement à moyen terme 2005-2010 www.pakistan.gov.pk/ministries/planninganddevelopment-ministry/mtdf/Foreword,%20Preface%20and%20President%20Message/Overview.pdf.

	<p>Données de base : planification, recherche et suivi centralisés par le Gouvernement. Plus de 40 % de la population gagnent moins de 945 roupies par personne et par mois dans les zones ciblées. 1 063 Musalihat Anjumans ou instances alternatives de règlement des conflits à l'œuvre dans 20 districts du Pakistan. Absence de sensibilisation des forces de police aux besoins des pauvres, les femmes notamment.</p> <p>Cibles : 1. Le Centre pour la réduction de la pauvreté et l'élaboration de politiques sociales est renforcé en tant qu'organe autonome au sein de l'appareil gouvernemental de planification chargé d'entreprendre des recherches et de fournir des orientations au Gouvernement; 2. Une plate-forme de suivi de la réduction de la pauvreté de niveau fédéral et trois au moins de niveau provincial sont mises en place et opérationnelles; 3. Augmentation de 50 % des revenus et de 30 % de l'accès des pauvres, particulièrement les femmes, aux avoirs (terres, eau, élevage, etc.) dans les zones ciblées; 4. Augmentation de 20 % des systèmes décentralisés de modes alternatifs de règlement des différends; 5. 5 % des forces de police sensibilisées en vue d'une réponse plus efficace aux conflits impliquant des femmes</p>		<p>Cibles : 1. Compétences renforcées d'au moins 2 000 femmes et 2 000 hommes à gagner leur vie dans les zones ciblées; 2. 30 000 acres de terres improductives converties en avoirs productifs; 3. Disponibilités en eau dans les zones ciblées accrue d'au moins 10 %; 4. 1 000 femmes bénéficiaires de la disponibilité d'avoirs productifs, notamment le bétail; 5. 200 nouveaux Musalihat Anjumans constituant un mécanisme de promotion de la cohésion et de la concordance sociales; 6. 1 500 fonctionnaires de police sensibilisés de manière à intervenir plus efficacement dans les conflits liés à des femmes; 7. Un organisme ou une société lancent un produit bancaire non lié à une agence et destiné aux pauvres et aux femmes vulnérables</p>		
--	---	--	--	--	--

Réalisation visée par le PNUAD #1 : Les capacités et systèmes nationaux de gestion des risques liés aux catastrophes sont renforcés pour réduire les incidences des catastrophes sur les pauvres et les groupes les plus vulnérables, promouvoir la consolidation de la paix et la cohésion sociale, aider à assurer l'état de droit et le relèvement rapide et soutenir les régions touchées par la présence de réfugiés et les zones d'accueil de réfugiés					
Programme commun de gestion des catastrophes du Programme « Unité d'action des Nations Unies »	<p>Résultat 1 : Les politiques, normes (fondées sur l'égalité entre les sexes et axées sur les droits) et les mécanismes institutionnels et de coordination de la gestion des risques liés aux catastrophes sont renforcés</p> <p>Indicateurs : 1. Nombre de documents d'orientation approuvés; 2. Proportion des ressources budgétaires allouées à la gestion des risques liés aux catastrophes pour les hommes et pour les femmes</p> <p>Cible 1 : Examen d'au moins deux législations.</p> <p>Données de base : une stratégie nationale de la gestion des risques liés aux catastrophes est en place accompagnée d'un cadre approprié</p> <p>Résultat 2 : Un système d'information et de communication relatif à la gestion des risques liés aux catastrophes est dûment opérationnel</p> <p>Indicateur(s) : Le Système d'ensemble d'information et de communication multirisques et de gestion des risques liés aux catastrophes est dûment utilisé</p> <p>Cible(s) : Établir un système d'information complet pour toutes les grandes catastrophes.</p> <p>Données de base : L'Autorité nationale de gestion des catastrophes a reçu du Programme alimentaire mondial (PAM) des technologies de pointe en matière d'information et de communication pour renforcer les capacités de l'Autorité lors des catastrophes</p> <p>Résultat 3 : Mise en place de capacités dans les principales institutions d'enseignement et de formation ainsi que dans les programmes des organismes professionnels relatives à la réduction des risques en cas de catastrophe</p>	<p>Produit 1 : Appui et plaidoyer pour les documents sectoriels</p> <p>Produit 2 : Mise en place de systèmes d'alerte rapide et de bases de données portant sur les pertes liées aux catastrophes en ce qui concerne les risques hydrométéorologiques, géophysiques ou liés aux maladies contagieuses ainsi que la sécurité alimentaire</p> <p>Produit 3 : 1. Inclusion des thèmes de la réduction des risques liés aux catastrophes et des interventions qu'elle appelle dans la formation précédant le service ou en cours d'emploi offerte par des institutions d'enseignement retenues du secteur public et des forces armées. 2. Les ouvriers du bâtiment sont dotés de compétences en matière de technologies de la construction visant à prévenir les catastrophes pour trois spécialités prioritaires dans les zones à haut risque</p>	<p>Indicateur 1 : Nombre de notes sectorielles portant sur la sensibilisation à la gestion des risques liés aux catastrophes et de directives sur la gestion des risques liés aux catastrophes. Données de base : L'Autorité nationale de gestion des catastrophes a joué un rôle déterminant en faisant en sorte que les commissions provinciales et régionales de la gestion des catastrophes et les autorités provinciales et régionales de la gestion des catastrophes soient notifiées dans les quatre provinces, en Azad Jammu, au Cachemire et dans les régions du nord. Cible : Les autorités en matière de gestion des catastrophes sont en mesure de faire face aux crises et situations de catastrophe</p> <p>Indicateur 2 : 1. Disponibilité de bases de données centralisées et informatisées sur les pertes liées aux catastrophes et d'une telle base de données dans le domaine de la santé. Données de base : La sécurité alimentaire a été considérée comme hautement prioritaire dans le projet de loi sur les finances de 2009-2010; on effectue actuellement des recherches sur la réduction des risques liés aux catastrophes et sur la sécurité alimentaire; des projets tels qu'un système d'alerte rapide en cas de danger de tsunami sont proposés par le Département de la météorologie. Cible : Les données du système d'information sont utilisées par le Gouvernement et les diverses parties prenantes</p> <p>Indicateur 3 : 1. Approbation de l'inclusion de modules portant sur les questions de réduction des catastrophes et de sécurité alimentaire dans les programmes d'enseignement; 2. Nombre de travailleurs du secteur du bâtiment, de maçons et d'artisans formés aux technologies permettant de résister aux catastrophes</p>	Autorité nationale de gestion des catastrophes, Autorité provinciale/régionale de gestion des catastrophes	Ressources ordinaires : 5 000 Autres ressources : 17 500
	Autorité se secours, de relèvement et d'établissement, organismes des Nations Unies, Organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et organisations de la société civile				

	<p>Indicateur(s) : 1. Nombre de cours qui intègrent les thèmes de la réduction des risques en cas de catastrophe dans les organismes professionnels d'ingénieurs, d'architectes et de personnel médical.</p> <p>Cible(s) : Inclusion de la réduction des risques en cas de catastrophe et des interventions qu'elle appelle dans les principales programmes des institutions d'enseignement et de formation et dans les organismes professionnels. Données de base : L'École nationale de politiques publiques offre des cours en réduction des risques lors de catastrophe.</p> <p>Résultat 4 : Les collectivités vivant dans les zones à haut risque munies des ressources et capacités voulues pour intervenir en cas de catastrophe et se remettre de leurs effets</p> <p>Indicateurs : 1. 80 % de toutes les campagnes et stratégies de sensibilisation ciblant 75 % de toutes les communautés visées, comptant 50 % de femmes, seront facilitées</p> <p>Cible : Ressources fournies et formation offerte à titre hautement prioritaire aux collectivités locales de 20 districts en matière de réduction des risques lors de catastrophes</p> <p>Données de base : Les collectivités d'Asie du Sud qui font face à la situation qui a suivi le séisme ont reçu une formation aux techniques de la réduction des risques en cas de catastrophe donnée par l'Autorité pour la reconstruction et la réhabilitation après le séisme et les communautés de donateurs</p> <p>Résultat 5 : Instauration d'un environnement favorable au retour durable et possibilités renforcées offertes aux groupes vulnérables de gagner leur vie dans les zones touchées par la crise</p> <p>Indicateurs : 1. Proportion des hommes et femmes membres de collectivités ciblées pour la sensibilisation à la paix et à la concorde sociale par le biais de campagnes de sensibilisation à la paix; 2. Proportion de jeunes touchés dans le cadre d'activités d'encadrement et d'activités sportives; 3. Proportion d'hommes et de femmes dont les compétences sont améliorées, les revenus accrus et les moyens d'existence améliorés</p>	<p>Produit 4 : Les mécanismes locaux de gestion des risques liés aux catastrophes sont renforcés dans les zones à haut risque (20 districts y compris huit villes)</p> <p>Produit 5 : Mise en place de systèmes de suivi participatifs aux niveaux des collectivités et des villages. Les infrastructures physiques des collectivités, y compris dans le domaine de la santé, sont remises en état ou construites</p> <p>Produit 6 : Accès des collectivités des zones touchées aux services socioéconomiques et aux possibilités de moyens de subsistance renforcé grâce à l'amélioration des infrastructures au niveau communautaire et au programme Argent contre travail</p> <p>Produit 7 : Les causes structurelles des crises sont identifiées, et traitées en priorité pour renforcer la cohésion sociale dans la province frontière du nord-ouest</p> <p>Produit 8 : Les institutions chargées de l'état de droit, de la justice et de la sécurité sont renforcées dans les zones touchées de la province frontière du nord-ouest</p>	<p>Indicateur 4 : Nombre d'installations au niveau local prévues pour la réaction aux catastrophes (salle de contrôle, équipes de recherche et de sauvetage, centres de soins d'urgence et soins aux blessés) établis dans les districts prioritaires. Données de base : Les autorités de gestion des catastrophes au niveau du district ont été notifiées dans toutes les provinces, en Azad Jammu, au Cachemire et dans les régions du nord. Cible : Les catastrophes sont prises en main par les équipes de recherche et de sauvetage.</p> <p>Indicateur 5 : 1. Nombre de femmes et d'hommes bénéficiant de possibilités de gagner leur vie dans le cadre du programme Argent contre travail; 2. Nombre d'infrastructures remises en état au niveau des collectivités; 3. Nombre de femmes et d'hommes souffrant de handicaps bénéficiant d'un appui; 4. Nombre de ménages munis de fourneaux (feux) à gaz de pétrole liquéfié et de fourneaux énergétiquement efficaces. Données de base : Les opérations des forces de sécurité ont détruit les moyens de subsistance des collectivités. Cible : Les personnes déplacées sont en mesure de rentrer chez elles et de gagner leur vie</p> <p>Indicateur 6 : 1. Accès élargi des femmes et des hommes touchés par la crise aux nécessités et protections de base; 2. La prestation de services au niveau local est mise en place; 3. Les mécanismes de coordination sont mis en place aux niveaux national et local; Données de base : Projet du PNUD, d'une durée de trois ans, sur le relèvement rapide; révision du Plan humanitaire d'urgence contenant les composantes du relèvement rapide; analyse mettant en corrélation le relèvement rapide et l'évaluation des besoins en situations conflictuelles, accompagnée d'une évaluation des besoins mise à jour périodiquement.</p> <p>Cibles : 1. Nombre de ménages affectés qui reçoivent un ensemble de moyens d'assistance en vue du relèvement rapide; 2. L'Autorité provinciale de secours, de relèvement et d'établissement est établie, met à jour les cartes des populations touchées par la crise et les relie au système de prestation des interventions de relèvement rapide; 3. Nombre de ménages déplacés du fait d'une crise nouvelle ou récurrente qui recevront une assistance orientée vers le relèvement rapide;</p>		
--	---	--	---	--	--

	<p>Cible : Améliorer les ressources et renforcer les capacités des collectivités et des organismes publics dans les districts/agences affectés de la province frontière du nord-ouest et les zones tribales sous administration fédérale</p>	<p>Produit 9 : Les mécanismes de la coordination des institutions de l'État aux niveaux provincial et local sont renforcés pour appuyer les collectivités affectées par l'accueil des réfugiés</p>	<p>4. Mécanismes de coordination du relèvement rapide renforcés aux niveaux national et local</p> <p>Indicateur 7 : Nombre de sessions de formation offertes aux comités de modes alternatifs de règlement des différends. Nombre d'affaires résolues par ces comités ou portées devant eux et les comités de paix</p>		
Résultat 1 visé par le PNUAD : capacité renforcée des administrations locales de formuler des politiques et d'en assurer la gestion					
Programme commun en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, de développement rural et de réduction de la pauvreté du programme « Unité d'action des Nations Unies »	<p>Résultat 1 : Les institutions, systèmes et processus gouvernementaux sont renforcés en vue d'une gouvernance efficace, responsable et réactive à tous les niveaux</p> <p>Données de base 1 : Préparation du cadre de renforcement du Parlement en cours; propositions de réforme électorale mises au point par la Commission électorale du Pakistan; un document de stratégie nationale du Pakistan portant sur la lutte contre la corruption, le projet de rapport sur le projet de système national d'intégrité, existe</p> <p>Indicateur 1 : Nombre et type de mécanismes en place ou nouveaux de coordination (y compris la coordination de l'aide) et de sensibilisation renforcés au sein des institutions de l'État</p> <p>Cible 1 : Améliorer les activités de coordination et de sensibilisation efficaces, ou en introduire, pour certaines institutions telles que le Parlement, la Commission électorale, l'Ombudsman, le Ministère des droits et l'homme et d'autres</p> <p>Données de base 2 : Évaluation des capacités de plusieurs institutions du secteur public exécutée;</p> <p>Indicateur 2 : Nombre de recommandations touchant les structures organisationnelles ou verticales et les liens horizontaux des ministères (niveau national) et des départements (niveau local) appliquées. Cible 2 : Développement de capacités en vue d'une meilleure exécution et d'un meilleur suivi des politiques aux niveaux national et local;</p> <p>Données de base 3 : La législation, la stratégie, les politiques faisant suite à l'Ordonnance sur les administrations locales de 2001 existent.</p>	<p>Produit 1 : Les principales institutions gouvernementales de représentation, de participation et d'intégrité aux niveaux national, régional et local sont renforcées</p> <p>Produit 2 : Les capacités du secteur public aux niveaux nationaux et locaux sont développées</p> <p>Produit 3 : Les mécanismes par lesquels les citoyens expriment leurs demandes et qui les mettent en mesure d'accéder aux services et aux droits, sont renforcés</p>	<p>Indicateur 1 : Nombre de comités parlementaires assurant une supervision et une interface avec le public. Nombre de propositions de réforme mises en application. Nombre de mécanismes ou de plate-formes de coordination renforcés</p> <p>Données de base : Nouveau Parlement élu en 2008. Des réformes électorales ont été proposées par les groupes de travail de la Commission électorale</p> <p>Cible Appuyer le Parlement en vue de renforcer le fonctionnement des comités, points d'entrée essentiels du renforcement du Parlement. Appuyer les institutions concernées en vue d'améliorer la coordination et la sensibilisation. Appuyer la Commission électorale dans l'exécution des propositions de réforme approuvées</p> <p>Indicateur 2 : Nombre de modalités de fonctionnement (y compris les règles du commerce) mises au point ou simplifiées, Données de base : audits sociaux de 2002 et 2005 sur la manière dont les citoyens perçoivent les services publics. L'audit social de 2009 est en cours. Cible : Appui au développement des capacités des organisations du secteur public en matière de cybergouvernance et d'efficacité de l'aide, et amélioration de la séquence des opérations qui aboutissent à la prestation de services au niveau local</p> <p>Indicateur 3 : Nombre de mécanismes ou de plate-formes d'expression de la demande au niveau communautaire; ressources juridiques ou parajuridiques fournies au niveau communautaire aux hommes et aux femmes; révision ou introduction de thèmes liés à l'autonomisation et à la gouvernance dans les programmes d'enseignement portant sur le</p>	Commission électorale du Pakistan, Bureau de l'Ombudsman Division des affaires économiques, Devolution Trust for Community Empowerment Organismes des Nations Unies	<p>Ressources ordinaires : 4 946</p> <p>Autres ressources : 14 000</p>

	<p>Indicateur 3 : Nombre de voies de la participation des citoyens définies aux fins de la gouvernance nationale et locale dans la législation et les stratégies ainsi que les documents d'orientation.</p> <p>Cible 3 : Proposition de stratégie applicable à la participation des citoyens en vue de renforcer une gouvernance participative à tous les niveaux</p>		<p>développement des capacités; appui aux institutions d'enseignement du secteur public</p> <p>Données de base : L'Ordonnance de 2001 sur les administrations locales est mise en application. Le plan se rapportant aux administrations locales comporte les mécanismes suivants de responsabilisation intégrés dans ses systèmes : comités de suivi, Zia Mohtasib, comités des comptes, comités d'union pour la sûreté publique, etc.</p> <p>Cible : Possibilités pour les citoyens d'exprimer leurs demandes et d'infléchir les décisions prises dans le cadre de la gouvernance aux niveaux national et local. Mesures pilotes propres à certains secteurs mises en place aux fins du Programme d'autonomisation juridique (justice, droits de propriété, droit des travailleurs, communication, autonomisation, gouvernance en matière foncière, secteur non structuré); Appui au renforcement des institutions de formation du secteur public; Appui au renforcement des mécanismes ou plate-formes de participation des citoyens touchant la qualité de la prestation de services sociaux. Mécanismes responsables de l'application des textes et de la loi introduits dans les zones de conflit</p>		
Résultat 1 visé par le PNUAD : amélioration des conditions de vie grâce à une gestion environnementale du développement durable					
Programme commun sur l'environnement du programme « Unité d'action des Nations Unies »	<p>Résultat 1 : Renforcement des institutions et développement des capacités des institutions environnementales de l'État afin d'appuyer les cadres réglementaires qui traitent des difficultés auxquelles se heurte le Pakistan dans le domaine de l'environnement</p> <p>Données de base 1 : Le Conseil de la protection de l'environnement du Pakistan est inactif. La Stratégie nationale de développement durable est mise au point par le Ministère de l'environnement. La Stratégie portant sur les changements climatiques est en cours d'établissement</p> <p>Indicateur 1 : Nombre de plans d'action formulés et exécutés; le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan se réunit régulièrement; les organes de réglementation sont mis en place au niveau provincial</p>	<p>Produit 1 : Les capacités du Conseil de protection de l'environnement du Pakistan et des organes centraux aux niveaux provincial et régional sont renforcées</p> <p>Produit 2 : Le plan d'action pour la Stratégie nationale de développement durable est approuvé</p> <p>Produit 3 : Les changements climatiques et l'atténuation sont pleinement intégrés dans</p>	<p>Indicateur 1 : Le Conseil de protection de l'environnement du Pakistan, le Directorate des politiques de l'environnement et les secrétariats disposeront de ressources adéquates et seront dotés des capacités techniques et fonctionnelles voulues pour suivre l'état de l'exécution des politiques formulées. Données de base : Le Conseil de protection de l'environnement est dysfonctionnel et les organes centraux aux niveaux provincial et régional sont non existants. Cible : Le Conseil de protection de l'environnement, les organes centraux de niveaux provincial et régional sont pleinement fonctionnels.</p> <p>Indicateur 2 : Le plan d'action pour la Stratégie nationale de développement durable est en cours d'exécution. Données de base : La Stratégie n'est</p>	Institutions pertinentes du Gouvernement du Pakistan, administrations provinciales et locales Organisations de la société civile et organismes des Nations Unies concernés	<p>Ressources ordinaires : 4 946</p> <p>Autres ressources : 15 000</p>

	<p>Cible 1 : Les institutions dirigeantes nationales abordent les difficultés environnementales auxquelles se heurte le pays sur une base autonome</p> <p>Résultat 2 : Les questions d'environnement sont intégrées dans tous les aspects des plans et programmes du secteur du développement</p> <p>Donnée de base 2 : Les mécanismes d'une gestion intégrée de l'environnement en vue du développement durable sont non existants</p> <p>Indicateur 2 : Nombre de programmes de développement comportant des interventions environnementales intégrés; nombre et type de programmes portant sur les moyens de subsistance traitant de questions liées aux changements climatiques au niveau local</p> <p>Cible 2 : Les institutions dirigeantes sont en mesure de faire face aux défis environnementaux auxquels le pays est confronté grâce à une gestion intégrée de l'environnement de manière à réaliser les sept objectifs du Millénaire pour le développement</p>	<p>les programmes nationaux et les programmes du PNUD bénéficiant de l'aide publique au développement</p> <p>Produit 4 : Les programmes communautaires de gestion des ressources naturelles sont exécutés</p> <p>Produit 5 : Des dispositions souples de gestion de l'environnement sont en place dans les régions sortant du conflit</p>	<p>pas assortie d'un plan d'action. Cible : un plan d'action est en place en 2011</p> <p>Indicateur 3 : Mise en œuvre de la Stratégie sur les changements climatiques et du plan d'action s'y rapportant; Données de base : Formulation de la Stratégie sur les changements climatiques et du plan d'action s'y rapportant. Cible : Mise en œuvre des principaux éléments de la Stratégie sur les changements climatiques au travers d'initiatives en place ou nouvelles</p> <p>Indicateur 4 : Nombre de programmes sur le terrain mis en œuvre en vue de la conservation des zones humides, de la gestion de l'eau et de l'aménagement du territoire, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la promotion de l'énergie renouvelable; Données de base : Les programmes de démonstration ne sont pas généralisés aux fins de la gestion des ressources naturelles, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable; Cible : Mettre à l'échelle les modèles qui ont fait leurs preuves dans six régions au moins du pays</p> <p>Indicateur 5 : Nombre d'interventions environnementales intégrées dans les programmes de secours et de relèvement rapide couvrant les régions en proie au conflit ou en situation d'après-crise</p>		
--	--	---	---	--	--